

Confluences 87

ALTERNATIVE DEMOCRATIE SOCIALISME

N° spécial Elections régionales du 14 mars 2010

REGIONALES 2010

Ne pas se tromper d'objectif ni d'élection



Jacqueline Lhomme Léoment (conseillère régionale sortante) en 6^e position et Bernard Beaubreuil (maire adjoint de Saint-Junien) en 15^e, candidats ADS sur la liste de gauche "Limousin Terre d'Avenir"

Partenaires dès le 1^{er} tour



Jacques Jouve, l'ancien député et militant syndical en compagnie de Jacqueline Lhomme Léoment lors de la manifestation syndicale unitaire du 7 octobre dernier à Limoges contre les projets de privatisation de La Poste.

SOMMAIRE

- p 2 Les raisons d'un choix**
par Patrick Charles
- p 3 Santé, le prétexte de la rentabilité**
par Jacqueline Lhomme Léoment
- p 4 Economie : une "résistible" dérive**
par Bernard Beaubreuil
- LGV et POLT : Trouver le bon aiguillage**
par Jacques Jouve

C'est tout simple !

Notre formation a donc décidé d'être partenaire, dès le 1^{er} tour, de la liste de gauche "Limousin, Terre d'Avenir" conduite par Jean-Paul Denanot, Président du Conseil régional. Un Conseil régional où l'exécutif sortant est composé du Parti Socialiste, d'ADS, du Parti Communiste et des Verts.

Des partenaires élus ensemble il y a six ans et qui ont géré ensemble la Région.

Des partenaires qui reconnaissent tous la qualité du travail accompli ensemble et se revendiquent tous, à juste titre, du bilan d'une majorité de gauche au service du Limousin et de ses habitants.

Il nous a donc semblé logique que, pour ce renouvellement des conseillers régionaux, les mêmes partenaires puissent se retrouver une nouvelle fois ensemble pour contrer la droite et dénoncer... ensemble la politique et les projets funestes de Nicolas Sarkozy.

Certains ont préféré se compter... Comme si l'urgence de l'heure était de privilégier les "chapelles" quand nous avons un adversaire commun qui fait du mal à la France et aux Français !

En Limousin, l'union des forces de gauche et des progressistes dans les collectivités locales existe depuis plus de 30 ans. C'est un acquis de notre histoire commune, au delà de nos différences et même de nos divergences. Un acquis à choyer, à enrichir.

Etre partenaire ne signifie pas, en effet, abandonner son identité, sa capacité de réflexion, sa force de proposition. C'est d'ailleurs de la diversité que peut naître la richesse quand on est d'accord sur un certain nombre de valeurs, celles de la gauche.

ADS, pour sa part, poursuit cet objectif depuis 20 ans, donner encore plus de couleurs à la gauche et n'entend pas taire sa voix. Ces élections régionales auront certes un impact national mais il s'agit d'abord de se prononcer sur un travail d'équipe et sur un projet pour le Limousin. Nous le partageons.

C'est tout simple, le 14 mars, en votant pour cette liste, c'est aussi infliger une claque à Sarkozy.

Pierre Allard

Maire de Saint-Junien

Vice-Président du conseil général de la Haute-Vienne

Le budget de la Région Limousin

Le budget primitif 2010 s'élève à 462,1 millions d'euros.

Ses caractéristiques : Pas d'augmentation des impôts, maîtrise des dépenses de fonctionnement et maintien des investissements pour soutenir l'économie et les territoires de la région.

La répartition (hors gestion et dette)

- Formation-culture-sport : 47,5 % (163 M€)
 - Aménagement du territoire : 30 % (102 M€)
 - Economie : 16 % (55 M€)
 - Projets européens : 6,5 % (22,5 M€)
- Moyens et fonctionnement représentent le quart du budget global.

Trois grandes compétences

- L'aménagement du territoire
- La formation
- L'action économique

1 - L'aménagement du territoire

Le Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable de Territoire (SRADDT) est le document qui présente le Limousin souhaité en 2027 et les actions à mettre en œuvre pour l'atteindre. Il résulte des contributions des 150 experts et partenaires associés tout au long de la démarche, des 2000 citoyens et élus rencontrés sur les territoires et des collectivités.

Le SRADDT met en évidence trois défis à anticiper :

- le défi démographique
- le défi énergétique et climatique.
- Affirmer un Limousin ouvert, connu et reconnu.

Pour mémoire...

- Augmentation de 25 % de la fréquentation du réseau ferroviaire TER depuis 2004 : 2 millions de voyageurs en 2008
- acquisition de 12 autorails à grande capacité (AGC) et financement d'un atelier de maintenance
- jusqu'en 2013, la Région va consacrer plus de 29 millions d'euros à la modernisation du réseau TER, en particulier les gares
- plus de 300 000 foyers limousins ont accès à l'internet haut débit
- la région a soutenu, entre autres, les déviations d'Aixe-sur-Vienne, Brive et Bellac, la section 2x2 voies La Barre-Les Séguines de la RN 141, la section creusoise Parsac-Gouzou

Les raisons d'un choix

Après deux assemblées générales et autant de réunions du collectif départemental, après avoir rencontré l'ensemble des formations de gauche, au terme d'une longue réflexion, ADS a décidé de s'engager au 1^{er} tour des régionales dans la poursuite d'une gestion de gauche du Limousin avec le Parti Socialiste.

Voici les principales raisons de ce choix qui n'était pas simple après la participation à l'importante expérience du Front de Gauche aux Européennes.

Le profond enracinement à gauche du Limousin

Il est inscrit dans l'histoire, cela nous confère des responsabilités. Depuis 1992, ADS a toujours participé à l'exécutif du conseil régional, du conseil général, à Limoges notamment. Nous avons partagé, voté, assumé les choix politiques avec le PS. Les Haut-Viennois ont sans cesse renouvelé leur attachement profond à cette union.

La gestion des collectivités telles que le département ou la région est très orientée dans le cadre de compétences (environ 80 % du budget). Les marges de manœuvres sont donc réduites. Elles risquent de l'être encore plus demain.

Nous considérons que la politique régionale est une politique de gauche. Le programme de mandat de 2004, nous l'avons accepté, défendu et réalisé avec le PS. Il serait mal venu d'emboucher les trompettes de la critique.

Face à une gauche dispersée, éclatée, la droite demeure unie

On peut s'inquiéter avec ces élections régionales de l'éclatement, de l'éparpillement de la gauche de la gauche, qu'il s'agisse du PCF ou du NPA. Cette confusion est problématique pour l'avenir.

Combien de candidats issus de ces sensibilités y aura-t-il aux présidentielles, plusieurs sans doute. Pendant ce temps-là, Nicolas Sarkozy a élargi l'UMP à De Villiers et aux chasseurs. Il affirme par ailleurs des ambitions de reconquête des régions par la droite. Nous devons le mettre en échec, nous devons battre ses représentants.

Réalisme, humilité et ambition

Nous sommes une formation régionale ancrée dans l'histoire et dans la vie locale avec un rôle original et utile, nous avons réussi ce pari du maintien de l'enracinement dans la durée, ça n'allait pas de soi.

Au sein de notre formation, les élus jouent un rôle essentiel. La qualité de leur action et de leurs prises de position ont été et demeurent un fait majeur dans le maintien du niveau de notre influence. Nous avons réussi à incarner à la fois radicalité, modernité, souplesse de fonctionnement, c'est un acquis précieux.

Nous n'allons pas brader ce patrimoine, nous faire «hara kiri». Nous devons à l'inverse tout mettre en œuvre pour conserver, développer si possible nos positions.

La réforme des collectivités territoriales

Il s'agit d'un retour en arrière qui remet en question la décentralisation et l'autonomie fiscale des collectivités.

Elle marque la fin de leur libre administration, une reprise en main autoritaire de Nicolas Sarkozy qui ne supporte pas qu'un pouvoir lui échappe.

Les conséquences seront très lourdes à terme pour la commune rurale, cellule de base de la démocratie avec un nouvel éloignement de la prise de décision des citoyens. Attention aussi aux conséquences économiques, sachant que les collectivités locales réalisent plus des 2/3 des investissements publics civils de la France. Attention encore aux conséquences sur la fonction publique territoriale et les statuts.

Nous avons déjà engagé ensemble (ADS/PS/PCF) le combat contre cette réforme et il est indispensable de faire front ensemble. Partant de là, les mandats réduits des futurs conseillers régionaux (4 ans au lieu de 6) et conseillers généraux (3 ans au lieu de 6) seront des mandats de transitions, marqués aussi par la présidentielle et les législatives.

2010 est là mais 2012 n'est pas loin.

L'élection présidentielle est devenue l'élection majeure dans notre pays. C'est l'élection dont peut venir le changement. Dès lors il est clair que la question de l'union à gauche est d'autant plus fondamentale, indispensable, incontournable.

Notre conception de l'union à gauche est large. Elle inclut le PS, les écologistes de gauche, tous les progressistes dès lors que l'on s'accorde sur des valeurs, sur un contenu politique, sur un programme. Pour battre Sarkozy en 2012, il faut dès à présent en créer les conditions.

Ne pas diaboliser le PS

S'agissant du PS nous ne devons pas le dédouaner quand il faillit, mais pas non plus le diaboliser. Prenons garde aussi de ne pas le pousser, par notre comportement, dans une direction où on ne veut pas le voir aller. On peut considérer que le résultat des Européennes l'a recadré à gauche.

Il faut aussi être très clair : la gauche et la droite, ce n'est pas la même chose. Nous devons nous garder de l'illusion et des fausses solutions. Les «y a qu'à» et les «faut qu'on» ne règlent pas les problèmes.

Les Européennes

Nous avons participé au Front de Gauche pour une élection européenne où il était sans doute plus facile de nous positionner de façon critique, sachant qu'on ne jouait pas pour la gagne et qu'un autre enjeu majeur était le rapport des forces à la gauche de la gauche entre le Front de Gauche et le NPA.

Aujourd'hui la page du traité de Lisbonne est tournée. Ce long combat nous a amené des satisfactions (non au référendum en 2005) et des déceptions. Il est désormais voté. Nos analyses demeurent et d'autres combats viendront.

Pour toutes ces raisons, nous avons décidé de travailler à l'exemplarité du rassemblement de la gauche en Haute-Vienne et en Limousin dès le 1^{er} tour des élections régionales.

Patrick Charles

Jacqueline Lhomme Léoment

La passion des autres et de la formation

Née à Saint-Genest-sur-Roselle, issue d'une famille militante d'ouvriers agricoles, avec ses six frères et sœurs, elle a connu les rudesses de la vie.

Entrée au CHRU comme agent des services hospitaliers en 1975, elle devient ensuite aide-soignante puis est reçue au concours de l'école d'infirmières. Jacqueline Lhomme-Léoment exerce aujourd'hui sa véritable vocation au service cancérologie du CHRU. Se former tout au long de la vie, elle en sait quelque chose !

Elle est aussi très engagée sur le plan syndical, associatif et citoyen. Conseillère municipale depuis deux mandats à Saint-Genest-sur-Roselle, elle est élue au Conseil régional en 2004 où elle s'est particulièrement occupée des secteurs Formation et Culture-Sport.

Entre toutes ses obligations, elle reste attentive à l'éducation de ses deux filles.

SANTE

Le prétexte de la rentabilité...

En matière de santé, la Région s'implique fortement. En voici quelques exemples. On sait que le Limousin est confronté actuellement à deux enjeux, le vieillissement de la population et l'adaptation de la démographie médicale. Ainsi la Région, en partenariat avec la Mission Régionale de Santé, contribue au développement de maisons de santé pluridisciplinaires. Elles visent à offrir à la population, sur un même lieu, un ensemble de services de santé. Regroupant des activités médicales, paramédicales et sociales, elles apparaissent comme une solution concourant au maintien, voire au développement de l'offre de soins, dans les secteurs déficitaires.

Autre responsabilité, le fonctionnement des écoles sanitaires et sociales c'est-à-dire l'organisation, la programmation et le financement des formations et des bourses sur critères sociaux.

Près de 3 000 élèves et étudiants, 22 centres de formation, 16 formations sont concernés. La Région, en concertation avec les acteurs régionaux a élaboré une stratégie dans ce domaine : le Schéma régional des formations sanitaires et sociales. Il dresse un état des lieux et propose des orientations pour faire évoluer l'offre et l'appareil de formation en Limousin. Une offre garantissant la mise en œuvre d'une politique de soins et d'action sociale de qualité, en tous points du territoire.

Près de 500 bourses régionales sont attribuées chaque année aux étudiants inscrits dans des écoles ou des instituts de formation sanitaire et sociale du Limousin. Autre type d'accompagnement, une allocation «fidélité santé» a été créée pour favoriser le maintien en région des infirmiers, en établissant un lien contractuel avec un établissement de santé public (ou participant au service public hospitalier) du Limousin.

Par ailleurs, la Région dote le Cancropole Grand Sud-Ouest de 150 000 € par an

Au même moment, on assiste à une attaque en règle du service public de la Santé avec la toute récente Loi Bachelot qui a supprimé l'appellation de «Service Public Hospitalier». Elle ne parle plus que d'«Etablissement de Santé»... pour transformer l'hôpital public en entreprise. Rappelons que l'hôpital public assure 80% des urgences, c'est là que se font les grandes recherches d'aujourd'hui qui permettront les progrès de demain. C'est le lieu de formation des professions médicales et paramédicales, de l'innovation et des progrès thérapeutiques, qui offre à tous, sans discrimination, des soins de qualité.

Au nom des économies, de la rentabilité, de l'efficacité (sic), on va assister à des concentrations d'activités sur quelques grands centres, au détriment des établissements de proximité qui maillent le territoire. Dans les structures hospitalières publiques, on va financer des secteurs privés auxquels seront affectés les soins les plus rentables. Quant au personnel, il va servir de variable d'ajustement. Résultat, pour être «rentable», l'hôpital devra sélectionner les pathologies et les patients, et diminuer le nombre de personnels : moins d'infirmières, moins d'aides soignantes, moins de médecins, moins de secrétaires, moins d'assistantes sociales. Il est prévu de supprimer 20 000 emplois dans l'ensemble des hôpitaux.

Il est temps de se rassembler pour exiger que l'Hôpital Public ait un financement lui permettant de remplir ses missions !

Jacqueline Lhomme Léoment

Bernard Beaubreuil

Un enfant de Saint-Junien

Bernard Beaubreuil est né dans la cité gantière en 1952, il y habite avec sa famille (3 enfants). Il travaille à Saillat depuis 1973 chez International Paper, l'un des leaders mondiaux de la

papèterie, aujourd'hui comme analyste en laboratoire.

C'est un sportif accompli, licencié de l'ASSJ depuis l'âge de 15 ans. Club où il a occupé les postes de Président en Haltérophilie de 1975 à 1986 et en Athlétisme de 1977 à 1994. A 17 ans il fut international junior en lancer de disque. Activité sportive qu'il n'a pas lâchée puisqu'il a été notamment champion de France Vétéran en marteau (1982) et champion de France Vétéran 2 en disque et marteau en 2007 et 2008.

Elu municipal à Saint-Junien depuis 1995, il est adjoint au maire depuis 1998 (urbanisme-eau-assainissement). Militant syndical estimé dans son entreprise, il est élu du personnel, au Comité d'Entreprise, au CCE, au comité de groupe et au Conseil d'Administration.

2 - La formation

Le Plan Régional de Développement de la Formation (PRDF) définit la politique de formation tout en long de la vie. Il concerne les lycéens, les apprentis, les étudiants, mais aussi les demandeurs d'emploi, les salariés, les artisans, les chefs d'entreprise ou encore les responsables associatifs et les bénévoles. 3 grandes orientations :

- Mettre la formation au service des habitants de la région
- Contribuer à l'attractivité et au développement équilibré du territoire
- Participer au développement économique régional

Pour mémoire...

- près de 100 millions d'€ en 4 ans pour la rénovation des lycées
- 11 internats rénovés
- ordinateurs : 1 pour 10 élèves en 2000, 1 pour 3 en 2009
- 25 000 jeunes bénéficient de l'allocation de rentrée scolaire et de l'allocation d'équipement
- apprentis : 3 300 en 2004, 4 000 fin 2008
- plus de 31 millions d'€ consacrés aux constructions universitaires
- près de 60 000 personnes dont plus de 40 000 demandeurs d'emploi ont bénéficié de formations de 2004 à 2008
- 5 000 demandeurs d'emplois de plus de 45 ans ont bénéficié de formations de 2005 à 2007

3 - L'action économique

Le Schéma Régional de Développement Economique (SRDE) vise à mettre le Limousin sur la voie d'une croissance durable.

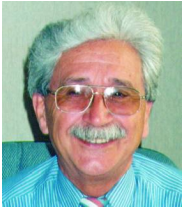
Ce projet couvre le développement économique au sens large : le développement des secteurs industriel, commercial, artisanal, agricole, forestier, touristique, et de l'économie sociale et solidaire.

Pour mémoire...

- primes à l'emploi et emplois associatifs
- le Limousin au 1^{er} rang des régions pour le taux de survie à 5 ans des entreprises créées ou reprises en 2002
- 1 500 entreprises créées suite à un accompagnement dans le cadre d'Objectif Création chaque année
- 1 500 entreprises bénéficient chaque année d'aides (aides remboursables, garantie d'emprunt,...)
- 2 Pôles de compétitivité : Elopsys (45 entreprises en micro-ondes, photonique et réseaux) et le Pôle européen de la Céramique
- création du fonds pour l'innovation en Limousin : 284 emplois directs
- Limousin Expansion : 90 créations d'entreprises et près de 200 emplois depuis 2006

En terme de bilan, il faudrait encore citer l'agriculture, le sport, la culture, l'économie sociale et solidaire,...

Trouver le bon aiguillage...



“Le temps perdu ne se rattrape jamais”. On pourrait appliquer cette maxime à “l’histoire” de la grande vitesse en Limousin. En décembre 2003, le sabordage, par le gouvernement Raffarin, de l’engagement des travaux et d’acquisition du matériel roulant sur l’axe Paris-Limoges-Toulouse a été entériné. Lourde de conséquences, cette remise en cause renvoyait la mise en service du TGV pendulaire POLT prévue pour 2007, au barreau Limoges-Poitiers à l’horizon 2015-2020.

Une telle décision n’a pas entraîné à l’époque la protestation populaire qui aurait dû s’exprimer. Les élus régionaux ont manifesté leur désaccord, ils ont symboliquement occupé les voies en gare de Limoges. Un vrai rapport de forces aurait pu faire reculer le gouvernement.

Aujourd’hui, alors que le projet Limoges-Poitiers avance, les protestations sont nombreuses.

Il me paraît hors de propos que le prochain conseil régional puisse décider d’un moratoire sur une question essentielle de raccourcissement du Limousin à la grande vitesse.

Je partage l’opinion exprimée à Brive par André Pamboutzoglou, vice-président chargé des transports. Représentant le Président du conseil régional à l’assemblée générale de l’association “Urgence POLT Interconnexion au réseau à grande vitesse”, il a refusé d’opposer POLT avec la LGV Limoges-Poitiers.

Cette position réaliste doit permettre au prochain conseil régional de placer le gouvernement devant ses responsabilités. **N’est-il pas le garant** de l’aménagement du territoire devant prendre en charge financièrement la modernisation des

grands axes ferroviaires de l’avenir ? Il est inadmissible -pour ne pas dire plus- que le Limousin paie un “ticket d’entrée” sur le TGV Tours-Poitiers et, demain ou après-demain, Bordeaux.

N’est-il pas curieux qu’une ligne à grande vitesse soit aménagée à voie unique sur une amorce de transversale Ouest-Est dont tout le monde reconnaît la nécessité absolue ?

N’est-ce pas faire preuve de courte vue que de laisser la troisième radiale (Paris-Toulouse) sans réalisations techniques majeures dans son sillon actuel, sur l’infrastructure et le matériel roulant ? Cette radiale présente un grand intérêt à la fois pour le déplacement des personnes mais aussi pour le fret.

Sa modernisation doit être menée sans retard pour que des TGV pendulaires circulent entre Paris et Toulouse. Les techniciens qui ont bâti le projet POLT avec RFF entre 2000 et 2003 n’étaient ni des sots ni des incapables, et les élus régionaux de l’époque, ni des rêveurs ni des irresponsables.

André Pamboutzoglou a bien compris le double engagement nécessaire des élus de la majorité régionale.

La campagne engagée aujourd’hui ne doit laisser la place ni aux fausses solutions ni aux pirouettes politiciennes.

Le débat sur ce dossier est nécessaire, sans tabou ni a priori, en stigmatisant la responsabilité des gouvernements de droite qui se sont succédés.

Aux électrices et aux électeurs de le dire sans ambiguïté le 14 mars prochain, en plaçant largement en tête la liste pluraliste conduite par Jean-Paul Denanot.

Jacques Jouve

Vice-Président du Conseil régional
chargé des transports de 1998 à 2004
Député de 1978 à 1981

ECONOMIE

Une “résistible” dérive...

Nous vivons depuis quelques années, une révolution culturelle dans le milieu industriel. Si nous recherchons des références historiques, nous sommes obligés de nous référer à Napoléon III et à l’édification des empires industriels et financiers qui se sont construits sur les entreprises familiales qui n’avaient pas les moyens d’investir au niveau exigé. C’est à cette époque que naissent le Crédit Foncier, le Crédit Lyonnais, la Société Générale, les groupes industriels Schneider, le Wendel et tant d’autres. Depuis quelques années nous retrouvons ainsi un bouleversement identique à celui qui avait prévalu en 1860. Aux entreprises familiales à visage humain, ont succédé des directions qui ne sont que les porte-paroles des conseils d’administration et surtout des actionnaires majoritaires. Les exemples abondent.

La société Legrand avait un directeur unanimement respecté. Même si nous n’étions pas d’accord avec ses objectifs et sa politique salariale, nous avions un interlocuteur. Legrand vient de fermer son usine de Saint-Junien, une des plus rentables d’un groupe qui a enregistré un bénéfice net en hausse de 53,7% à 91,3 millions d’euros sur le troisième trimestre 2009. Mais ses deux actionnaires principaux, la société Wendel investissement et le fonds d’investissement Kohlberg Kravis Roberts (KKR) exigeaient davantage de dividendes sans la moindre attention pour la soixantaine de salariés concernés. Mieux encore, aujourd’hui, Legrand se félicite d’avoir pu maintenir le niveau de rémunérations de ses actionnaires, même si l’entreprise a dû sacrifier 300 emplois en Limousin. Comment s’opposer à cette politique ? Où sont les centres de décision ? Quelles sont nos marges de manoeuvre et de dialogue ?

La situation de Legrand est devenue courante. Rien que dans la communauté de communes Vienne-Glane, nous avons les américains International Paper et Albany international, l’irlandais Smurfit, le français Gascogne, l’espagnol Saïca. Toutes ces multinationales n’ont pas la même implication territoriale que les entreprises traditionnelles. Elles sont soumises à la double pression de leur actionnariat et de leurs concurrents. Lorsqu’il s’agit d’un actionnariat industriel, le dialogue peut être établi, mais lorsque l’actionnariat est purement financier comme c’est le cas pour les fonds d’investissement et les fonds de pension, seul le profit compte et ces fonds sont de grands migrants à la recherche perpétuelle de dividendes améliorés, quel que soit le coût social.

Aujourd’hui, le Président de la République est leur ami intime. Ce n’est pas de son côté qu’il faut chercher la moindre évolution positive qui pourrait le conduire à contrarier ses amitiés.

La Région, qui a la compétence économique, est la mieux placée pour faire prendre conscience de la dérive financière de notre pays, de sa désindustrialisation, des dangers que cela induit. Sa capacité d’études peut mettre le gouvernement au pied du mur et mettre en évidence son double langage.

La Région est porteuse de propositions. Il nous faut une région forte pour lutter contre cette désindustrialisation qui fait des ravages dans le tissu économique du Limousin et qui engendre de lourdes craintes pour l’avenir de la jeunesse.

Bernard Beaubreuil

Le 13 mars à Limoges

à l’initiative du MRAP,
avec 40 organisations

Ma planète, mon village 32^e Fête de l’Amitié entre les peuples

Pavillon de Buxerolles

à partir de 17 h

Musiques et danses du monde.

Expos. Stands. Buffet. Buvette.

Entrée gratuite